

Droit, Économie, Gestion à finalité recherche et professionnelle Mention : Droit privé Spécialité : Droit privé général et appliqué

RNCP15506 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	345, 128
Code(s) ROME	K1901, K1903, K2401, K1704
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université de Pau et des Pays de l'Adour

<http://www.univ-pau.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Parcours A : Recherche

Parcours B : Procédures et contentieux privés

Dans le domaine du droit privé et des sciences criminelles, les diplômés de ce Master peuvent être des cadres supérieurs polyvalents qui dans la fonction publique et le secteur privé maîtrisent les connaissances juridiques et méthodologiques leur permettant de s'adapter à toutes les branches du droit privé :

- Droit civil : droit des contrats, droit de la responsabilité, droit des personnes et de la famille
- Droit des affaires : droit commercial, droit des sociétés, droit des procédures collectives
- Droit pénal et sciences criminelles : procédure pénale, criminologie.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Ces diplômés sont capables de :

- identifier les besoins juridiques des personnes physiques et morales de droit privé dans les domaines relevant de leurs compétences
- conseiller les personnes physiques et morales de droit privé afin d'éviter un contentieux ou de proposer des stratégies juridiques (choix de formes sociales adaptées, choix de montages juridiques efficaces, négociations transactionnelles)
- traiter de sa naissance à sa résolution un contentieux (détermination de la juridiction compétente, détermination de l'action à mener, choix de l'argumentation juridique pertinente, application et exécution de décisions judiciaires) (parcours B)
- préparer, instruire, rédiger des dossiers divers tels que : actes sous seing privé (promesse de vente, d'achat, reconnaissance de dette, mandat), constitution de sociétés (accomplissement des formalités, rédaction des statuts) afin de satisfaire aux attentes d'un client et de respecter les exigences normatives en vigueur (parcours B).
- recueillir et synthétiser les données juridiques nécessaires à une présentation pédagogique à des fins de formation à l'intention de publics variés (étudiants, professionnels) (parcours A)
- assumer une posture critique, réflexive et prospective ayant le droit privé pour objet afin de faire avancer la

recherche, de participer à des groupes de travail ou à des colloques (parcours A).

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le diplômé peut assurer des fonctions d'organisation, de conseil, d'étude et de contrôle dans divers secteurs et notamment :

- - Recherche juridique (parcours A)
- - Enseignement (parcours A)
- - Formation professionnelle
- - Banques
- - Assurances
- - Entreprises

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Le diplômé peut occuper les emplois suivant dans le secteur privé:

- - juriste en droit privé
- -cadre supérieur bureau d'études
- -responsable de service juridique

Le diplômé peut occuper les emplois suivants dans la fonction publique (après réussite aux concours) :

- - Magistrat
- - Greffier
- - Commissaire de police
- - Officier de police judiciaire
- - Commissariat juridique aux armées
- - Douanes

Le diplômé peut exercer les professions suivantes dans le secteur privé (après réussite aux examens professionnels) :

- - Avocat
- - Huissier
- - Mandataire judiciaire

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 2 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 420 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur) · tension 2/5 (Faible) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	5 100

Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	8 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur) P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Code de l'éducation Article L613-1 : enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs ou, dans des conditions et selon des modalités prévues par voie réglementaire, des personnalités qualifiées ayant contribué aux enseignements, ou choisies, en raison de leurs compétences, sur proposition des personnels chargés de l'enseignement.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE

IDEM

COMPOSITION DU JURY — VAE

Enseignants-chercheurs et professionnels

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www.univ-pau.fr/live/formations>

Université de Pau et des Pays de l'Adour

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/15506/>